

Questions orales

Tout a été fait conformément à la loi et à son règlement.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle porte sur deux femmes du Yukon, Andrea Underwood et Anna Carrott, qui forment une famille avec les deux enfants d'Anna depuis maintenant huit ans et qui exploitent depuis deux ans le Morley Lodge, au Yukon.

Anna, une citoyenne britannique, a reçu l'ordre de quitter le Canada avec ses enfants la semaine prochaine, car nos lois sur l'immigration ne reconnaissent pas les relations entre lesbiennes ou homosexuels, contrairement à celles d'autres pays. Étant donné l'énorme appui que cette famille reçoit dans la collectivité, le ministre va-t-il s'engager à examiner ce cas et accepter de prolonger la durée du visa d'Anna ce qui permettrait de ne pas déchirer cette famille, au moins jusqu'à ce que les tribunaux aient eu la possibilité de se prononcer sur la légalité de cette politique cruelle et discriminatoire?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Pour la raison même que le député vient de mentionner, les tribunaux sont saisis de cette question. Je ne crois donc pas qu'il conviendrait que je formule des observations à ce sujet.

En outre, le député doit savoir que la Loi sur la protection des renseignements personnels tend à protéger les gens en empêchant, dans des cas comme celui-ci, la divulgation de certains renseignements, notamment l'identité des personnes intéressées. Je ne pense pas que nous servions bien leurs intérêts.

• (1500)

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Ces deux femmes elles-mêmes ont publiquement exhorté le ministre à reconnaître qu'elles sont dans une situation difficile. Ainsi, manifestement, la Loi sur la protection des renseignements personnels ne s'applique pas dans le cas présent.

Je voudrais poser une question supplémentaire au même ministre au sujet d'une autre expulsion imminente, celle de M. Mahoud Abu Shandi, un réfugié palestinien. Le ministre pourrait-il nous dire s'il serait d'accord pour permettre à M. Abu Shandi d'avoir directement accès au processus normal de demande du statut de

réfugié, accès qu'on lui refuse en vertu des dispositions sur la sécurité nationale de la loi.

Le ministre va-t-il accepter de tenir une enquête parlementaire complète sur la nature des relations entre le SCRS et le Mossad, surtout en ce qui concerne les cas d'immigration au Canada?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, pour des raisons de sécurité, je ne peux rien dire au sujet de cette affaire.

* * *

LE PROGRAMME DE CONSULTATIONS AUPRÈS DU GRAND PUBLIC

M. Pat Sobeski (Cambridge): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

L'automne dernier, avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, il a entrepris, dans le cadre de la partie 1 de l'Initiative de la prospérité, un programme de consultations auprès du grand public.

Lors des nombreuses rencontres qui ont été organisées, les animateurs ont sûrement entendu toutes sortes de propositions constructives sur la création de partenariats, la nécessité d'augmenter les programmes d'alternance travail-études et la formation adaptée au milieu de travail.

Le ministre pourrait-il me dire si les participants ont été assez nombreux, si on écouterait leurs suggestions et si on les mettra en pratique?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nous avons organisé plus de 150 réunions, si ma mémoire est bonne, sur les 200 que nous entendons organiser dans tout le pays.

Ces réunions ont été des plus fructueuses. Elles ont permis à des personnes de milieux variés de discuter, dans le cadre de l'Initiative de la prospérité, de diverses questions concernant les sciences et la technologie, les études, l'apprentissage, les investissements, la compétitivité de notre marché intérieur et le commerce international.

Le député veut savoir si on écouterait ces participants et si on donnerait suite à leurs suggestions. Certainement. Nous écoutons très attentivement les participants et nous élaborons actuellement des propositions sur la façon de donner suite aux excellentes suggestions qui ont été faites lors de ces réunions.